

FAITS DIVERS

SAINT-PIERRE-DU-PERRAY

Un motard tué sur la N 104

Les circonstances du drame sont encore floues. Mais lundi, vers 23 heures, un motard qui roulait vers Melun a perdu le contrôle de son deux-roues sur la Francilienne à hauteur de Saint-Pierre-du-Perray, un peu avant la bifurcation vers l'A 5. Il est mort sur le coup. Une voie a été neutralisée le temps de l'intervention des secours.

SAVIGNY-SUR-ORGE

Une blessée dans un feu de pavillon

Les pompiers sont parvenus à maîtriser l'incendie en une heure. Mais la maison située avenue Louis-Pasteur, à Savigny, a entièrement brûlé entre 8 h 30 et 9 h 30, hier. La propriétaire, légèrement incommodée par les fumées, a été prise en charge par les secours. Elle va être reléguée par la municipalité. Selon les premiers éléments d'enquête, le feu aurait démarré dans la cuisine.

VIVRE EN ESSONNE

ÉTAMPES

Frictions autour du budget

« On ne reçoit pas les documents avant et on les découvre en séance. » Didier Chareille, le conseiller municipal du Parti de gauche, dénonce la façon dont se prépare le budget 2010 d'Étampes. Le conseil municipal doit débattre de la question ce soir à 19 heures. Pour le membre d'Étampes Solidaire, la préparation du débat s'est faite de manière « anti-démocratique ». « Pour l'instant, ce que l'on a vu, c'est un catalogue de choses déjà faites et des attaques contre les conseils général et régional », soutient Didier Chareille. « Les résultats des élections donnent quelques arrogances à certains. Travaillons sur le fond des dossiers », réagit le maire UMP, Franck Marlin.

BRUNOY

La poste en travaux

Le bureau de poste principal est fermé jusqu'au 6 avril pour cause de travaux. Pendant cette période, le retrait des lettres recommandées et des colis ainsi que les affranchissements courants se feront au local des boîtes postales, situé à droite du bureau.

VOS CONTACTS le Parisien

Édition de l'Essonne, 60, allée des Champs-Élysées, 91042 Evry Cedex. Tél. 01.69.47.91.91.
 ABONNEMENTS : 0 825 003 002 (0,150 € TTC/mn).
 PUBLICITÉ : Céline Duplène 01.69.47.91.92.
 PETITES ANNONCES EMPLOI : Nathalie Delépine 01.40.10.53.30 (fax 51.75).
 CARNET : Christiane Nouygués 01.40.10.52.45 (fax 52.35).
 ANNONCES LÉGALES : PARTICULIERS Emmanuelle Antunes 01.69.47.91.92 (fax 01.60.78.14.21).
 PROFESSIONNELS ET COLLECTIVITÉS 01.40.10.51.51 (fax 51.81).
 édition91@leparisien.presse.fr
 Tél. de nuit (20 h 30 - 1 h) : 01.40.10.34.58

CORBEIL-ESSONNES

L'ex-boulangier de 96 ans connaissait son meurtrier

Le 10 mars 2007, le corps sans vie de Marcel Rivière, boulangier à la retraite, est retrouvé à son domicile de Corbeil-Essonnes. « Un véritable massacre », se souvient une source proche de l'enquête. Le vieux monsieur avait 96 ans. A partir d'aujourd'hui, son meurtrier présumé, Stéphane, âgé maintenant de 32 ans, comparait devant la cour d'assises du tribunal d'Evry. Le procès doit durer trois jours.

Il lui donnait régulièrement des pains au chocolat

L'enquête a montré que les deux hommes se connaissaient. Marcel, décrit comme un monsieur généreux et très apprécié dans son quartier, donnait régulièrement des pains au chocolat à Stéphane lorsque celui-ci était plus jeune. Le boulangier s'était pris d'affection pour cet adolescent malmené par la vie, sans père, élevé souvent par sa grand-mère alcoolique et parti de l'école en classe de cinquième. « Il a toujours été gentil avec moi. C'était un monsieur que je connaissais mieux que ma propre mère », a déclaré Stéphane pendant l'enquête. Mais ce 10 mars 2007, les policiers tombent sur une scène d'horreur.

Un visage tuméfié, un cadavre recouvert d'un amoncellement d'objets, un chandelier cassé portant des traces de sang... C'est ce que découvrent les enquêteurs en pénétrant dans la maison de la victime, située rue d'Angoulême. Les deux coffres-forts situés dans le logement n'ont pas été ouverts. Seule une carte bancaire et un porte-monnaie ont disparu.

Les forces de l'ordre mettent la main sur un téléphone portable dans le jardin. Il appartient à une femme mise en cause dans une affaire de stupéfiants jugée quelques jours plus tôt. Un procès dans lequel Stéphane est aussi impliqué. Lors de l'audience, il est condamné mais ne part pas en prison. La justice veut lui donner une chance. Mais les policiers s'intéressent rapidement à lui pour le meurtre de Corbeil. Le casier judiciaire de l'accusé comporte 22 mentions et, surtout, le suspect est introuvable. Il est finalement interpellé le 25 mars à Breux-Jouy. Stéphane passe aux aveux. Il raconte sa version des faits. La nuit du 8 au 9 mars, il se trouve dans la rue d'Angoulême. Pour échapper à un contrôle de police alors qu'il est ivre et sous l'emprise du cannabis, il se réfugie dans le jardin de Marcel. Il s'endort



CORBEIL-ESSONNES, MARS 2007. C'est dans cette ancienne boulangerie qu'a eu lieu le drame. Le corps de Marcel Rivière, 96 ans, avait été retrouvé sans vie. (LP/G.P.)

quelques heures. Il se réveille et décide de rentrer dans la maison. Le vieil homme dort, entend Stéphane et se

met à crier. Son agresseur l'étrangle. Un geste qu'il n'a toujours pas expliqué. JULIEN HEYLIGEN

LONGJUMEAU - BALLAINVILLIERS

Les lycéens bloquent la N 20

Les policiers du secteur de Longjumeau ont passé leur matinée d'hier à jouer au chat et à la souris avec les lycéens de Jacques-Prévert. Cent cinquante d'entre eux avaient décidé de se mettre en grève, en solidarité avec leurs professeurs qui manifestaient hier afin de protester contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Sauf que le mouvement lycéen, lui, n'avait pas été annoncé... Huit heures, les policiers se rendent au lycée Prévert, rue Jules-Ferry à Longjumeau, où des élèves tentent de cadenasser les entrées de l'établissement.

Le proviseur parvient finalement à empêcher l'opération et les autres élèves réussissent à entrer.

Au vu du danger, les forces de l'ordre ont arrêté les automobilistes et ont raisonné les élèves

Dans une ambiance bon enfant, le cortège part chercher des camarades au lycée professionnel Jean-Perrin. Quelques-uns rejoignent les grévistes

et le chef d'établissement reçoit une délégation. Les élèves retournent à Prévert, espérant obtenir là aussi un entretien avec le proviseur, qui n'est pas disponible. Agacés, une cinquantaine de grévistes se dirigent alors vers Ballainvilliers et la N 20 pour bloquer le trafic. Ils n'en auront pas le temps. Au vu du danger, les policiers arrêtent d'eux-mêmes les automobilistes. La N 20 restera ainsi paralysée une grosse demi-heure dans le sens province-Paris, le temps pour les forces de l'ordre de convaincre les élèves de quitter les lieux. Mais l'ambiance n'est plus à la

négociation et une voiture de police est légèrement caillassée. Les grévistes finissent par repartir à travers champs, par Ballainvilliers, où une poubelle est incendiée. Direction : le magasin Castorama. Une fois de plus, les policiers sont obligés de stopper les lycéens, qui entendent entrer dans la grande surface. « Dans ce genre de commerce, beaucoup de choses peuvent devenir des armes », note un policier. Finalement, les derniers récalcitrants seront dispersés dans Longjumeau vers 11 h 45, après près de quatre heures d'errance dans les rues de la ville... LOUISE COLCOMBET

EN IMAGE

ÉVRY, HIER MATIN

150 pompiers manifestent sous les applaudissements

Leur cote de popularité est intacte. Les pompiers en repos hier ont manifesté leur mécontentement contre une proposition de loi visant à remplacer leurs gardes de 24 heures par des rotations de 8 heures. 150 des 900 soldats du feu essonnais ont défilé dans les rues d'Evry, sous les applaudissements nourris des passants. « Nous sommes prêts à faire des efforts pour réaliser des économies, mais là, ce texte de loi irait à l'encontre de notre efficacité. Nous nous battons pour nous, mais aussi pour conserver la qualité de service que nous offrons à la population », assure Jérôme Cailleau, le président du Syndicat national des sapeurs-pompiers professionnels (SNSPP), majoritaire chez les soldats du feu. Les élus ont, eux aussi, tenu à apporter leur soutien aux pompiers face à cette proposition de loi déposée par Georges Ginesta, député UMP du Var. « Un travail en 3 x 8 heures n'est ni une réponse adaptée aux besoins ni une solution apportant aux personnels les meilleures conditions de travail. De plus, cela ne serait pas une économie », a indiqué Etienne Chaufour, le maire PS de Juvisy, président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne.



(LP/FLORIAN LOISY)